dés de l'autre avec l'intention d'aboutir à un compromis ». Pendant la durée des pourparlers, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est trouvé lui-même en contact avec les protagonistes de la crise. Parmi les questions débattues entre les parties figuraient le retrait des forces métropolitaines grecques et turques de Chypre, la suspension des préparatifs militaires et la nature du rôle qu'on pourrait demander à l'UNFICYP de jouer à Chypre en ce qui concerne la sécurité intérieure et le désarmement des forces régionales non autorisées à porter des armes.

En même temps que se poursuivaient ces activités diplomatiques, un contact étroit était maintenu avec le secrétaire général de l'ONU qui, le 22 décembre, fit publiquement appel aux deux parties pour qu'elles observent la plus grande réserve étant donné les circonstances explosives et il annonça qu'il allait envoyer sur place un représentant personnel, M. Rolz-Bennett. Le 24 novembre, U Thant lança un autre appel où il exhortait les parties à « prendre des mesures en vue d'une réduction sensible des troupes non chypriotes en présence dans l'île de Chypre déjà en proie à l'agitation » et il ajouta qu'il faudrait envisager en fin de compte le retrait de toutes les forces armées non chypriotes autres que celles de l'ONU. Tard ce soir-là, le Conseil de sécurité qui s'était réuni en session d'urgence à la demande de Chypre, convint à l'unanimité de faire appel aux deux parties pour qu'elles fassent preuve de modération et de circonspection et qu'elles s'abstiennent de tout acte susceptible d'aggraver la situation, leur demandant « d'aider et de coopérer au maintien de la paix et d'en venir à un règlement ».

Participation de l'OTAN

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'intéressait elle aussi de très près à cette crise à laquelle deux de ses membres étaient mêlés, la Grèce et la Turquie. Le secrétaire général de l'OTAN, M. Manlio Brosio, annonça le 24 novembre que les deux pays en question avaient accepté ses bons offices et il partait de bonne heure le lendemain pour se rendre sur les lieux. Les conversations que M. Brosio eut par la suite à Athènes et à Ankara s'ajoutant aux efforts tentés par les gouvernements membres de l'OTAN, ainsi que par le secrétaire général de l'ONU, contribuèrent grandement à combler le fossé critique qui s'était creusé entre la Grèce et la Turquie.

Parmi les représentants diplomatiques qui prirent individuellement une part active à la crise, il convient de mentionner particulièrement M. Cyrus Vance, ancien sous-secrétaire américain à la Défense, qui avait été envoyé en Méditerranée orientale à titre spécial par le président Johnson. Travaillant en étroite collaboration avec les représentants des autres pays, y compris le Canada, M. Vance a joué un rôle indispensable au cours de la période tendue où eurent lieu les marchandages et les négociations qui aboutirent finalement à un accord provisoire entre la Grèce et la Turquie. Le 3 décembre, suivit un autre appel de U Thant qui servit de cadre à la solution de la crise dans l'immédiat.